

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

Bulletin fiscal annuel 2016



SERVICE D'ANALYSES ÉCONOMIQUE ET FISCALE
(SAEF)

Table des matières

1. Introduction	- 1 -
1.1 Objectifs	- 1 -
1.2 Faits Marquants	- 1 -
2. Revue macroéconomique	- 2 -
2.1 Activité économique	- 2 -
3. Finances publiques	- 3 -
3.1 Situation budgétaire	- 3 -
3.2 État de dépendance par rapport aux bailleurs de fonds	- 4 -
3.3 Endettement.....	- 4 -
4. Recettes fiscales	- 5 -
4.1 Pression fiscale.....	- 5 -
4.2 Recettes fiscales intérieures et de porte	- 6 -
5. Structure fiscale de la DGI	- 7 -
5.1 Structure fiscale de la DGI par type d'impôts.....	- 7 -
5.2 Structure fiscale de la DGI par région de perception	- 8 -
5.3 Évolution du nombre des contribuables	- 9 -
6. Concentration des recettes fiscales de la DGI	- 9 -
6.1 Polarisation autour d'un nombre limité de contribuables	- 9 -
6.2 Concentration fiscale par type d'impôts	- 9 -
6.3 Dispersion fiscale	- 10 -
7. Résultats DGI pour 2016.....	- 11 -
7.1 Analyse des résultats annuels.....	- 11 -
8. Performance fiscale comparée.....	- 13 -
Annexe 1 : Résultats DGI ventilés par trimestre.....	- 15 -
Annexe 2 : Données fiscales historiques	- 16 -

Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1 - PIB nominal (Ar milliards)	- 2 -
Graphique 2 - Recettes publiques (Ar milliards).....	- 3 -
Graphique 3 - Solde public.....	- 3 -
Graphique 4 - Encours de la dette publique extérieure (en % du PIB).....	- 4 -
Graphique 5– Recettes fiscales et taux de pression fiscale	- 5 -
Graphique 6 – Décomposition du taux de pression fiscale : croissance du PIB et croissance des recettes fiscales.....	- 5 -
Graphique 7 – Composition des recettes fiscales	- 6 -
Graphique 8 – Composition des recettes fiscales selon le point de perception	- 6 -
Graphique 9 - Structure fiscale de la DGI par type d’impôts (%).....	- 7 -
Graphique 10 – Recettes fiscales intérieures(DGI) par région de perception 2016	- 8 -
Graphique 11 – Recettes fiscales et objectifs de la LF (DGI 2016).....	- 11 -
Graphique 12 - Performance des principaux impôts	- 13 -
Tableau 1 -Structure des recettes fiscales intérieures, DGI, 2015-16.....	- 7 -
Tableau 2- Évolution de la répartition des recettes de la DGI par région de perception, 2015-16	- 8 -
Tableau 3- Évolution du nombre de contribuables	-9-
Tableau 4 -Impôt collecté auprès des plus importants contribuables, DGI, 2015-16.....	- 9 -
Tableau 5- Recettes des 5 principaux impôts perçus par la DGI, 2016.....	- 9 -
Tableau 6 -Évolution des plus / moins importants impôts perçus par la DGI, 2014-16.....	- 10 -
Tableau 7 - Revenus fiscaux intérieurs, DGI	- 12 -
Tableau 8- Indicateurs de performance, DGI.....	- 14 -
Tableau 9– Recettes fiscales intérieures par trimestre, DGI, 2016.....	- 15 -
Tableau 10 – Sommaire historique des recettes fiscales, DGI, 2010-2016 (en milliards d’Ariary).-	- 16 -

1. Introduction

1.1 Objectifs

Le Bulletin fiscal est un document publié annuellement, dans une version intégrale, qui donne une image globale de l'état de finances publiques et dresse un aperçu de l'état des recettes fiscales de l'année achevée. Spécifiquement, il relate l'état du système fiscal, tout en se projetant sur un potentiel futur. L'augmentation des ressources propres internes fait partie de la stratégie nationale de développement et revient systématiquement dans les diagnostics des bailleurs de fonds sur la situation de Madagascar. En effet, les recettes fiscales, composées de recettes fiscales intérieures et de porte devraient constituer des revenus stables, qui permettraient à notre pays de programmer sur le long terme le financement de son développement.

Par ailleurs, le présent document, a été conçu pour dresser un rapport, sur les changements survenus dans la base d'imposition, les déclarations, le niveau des recettes, les catégories et les types de contribuables. Il représente une vision d'ensemble de l'état des finances publiques et des pistes, pour comprendre les raisons, à l'origine des mouvements constatés dans le régime fiscal. En outre, le Bulletin fiscal présente une analyse des écarts de recettes constatés. Il vise à distinguer les faiblesses internes qu'externes, frein du développement. Dans ce sens, il constitue un outil de pilotage pour la DGI.

1.2 Faits Marquants

La Direction Générale des Impôts a entamé, en 2016, le processus de dématérialisation des opérations fiscales. L'objectif consiste en la satisfaction des usagers : la célérité de traitement des dossiers, la transparence et la redevabilité envers les contribuables, mais également en l'amélioration des recettes fiscales par le biais de la modernisation de la gestion des finances publiques. Dans cette perspective, la collaboration avec les partenaires de l'administration fiscale a été consolidée. Elle prend une forme institutionnalisée avec les principaux partenaires. C'est un élément qui paraît essentiel car la base fiscale est mobile et répartie sur l'ensemble du territoire. Les descentes sur terrains ne servent plus qu'au contrôle sur base de télé déclaration et au recensement des nouveaux contribuables.

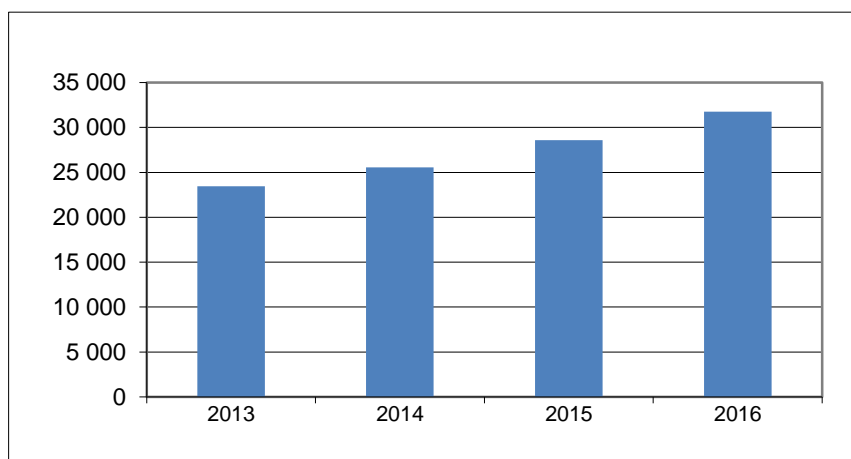
De ce fait, la DGI améliore sa performance chaque année. On a constaté l'atteinte, des objectifs de recettes fiscales intérieures prévues par la LFI 2016 : 108,1% par rapport à la prévision, soit une recette supplémentaire de 145,80 milliards d'Ariary. Les recettes budgétaires sont passées de 3.104,46 milliards à 3.738,50 milliards d'Ariary entre 2015 et 2016, d'où, un excédent budgétaire : elles étaient supérieures aux dépenses budgétaires même si ces dernières sont passées de 2.895,63 milliards d'Ariary à 3.267,80 milliards d'Ariary.

2. Revue macroéconomique

2.1 Activité économique

De 2013 à 2016, le niveau du PIB en terme nominal ne cesse d'augmenter, allant de 28.584,82 milliards d'Ariary en 2015 à 31.769,18 milliards d'Ariary en 2016. Mais la croissance PIB nominal a connu une variation de 11,78% en 2015 à 11,14% en 2016. C'est ainsi que la croissance du PIB nominal/habitant a régressé simultanément en comparaison avec l'année 2015 affichant 8,8%, contre l'année 2016 s'établissant à 8,24%.

Graphique 1 - PIB nominal (milliards d'Ariary)



Par ailleurs, le secteur primaire a souffert de l'incertitude du financement extérieur de certains projets agricoles estimés initialement à 3,3% (LFI) et réévalués à 2,8% (LFR). Aucun changement n'a été observé pour l'Élevage et pêche avec un taux de 1,9% (LFI-LFR) et la sylviculture à 1,0% (LFI-LFR)

Le secteur secondaire a connu une révision à la baisse pour l'agro-industrie de 7,5% (LFI) à 6,4% (LFR) et de même pour l'industrie métallique de 7,4% (LFI) à 6,4% (LFR). La restructuration de l'économie a occasionné des retombées positives dans le textile malgache, due à l'expansion de la Zone Franche Industrielle à 9,4% (LFR) au lieu de 8,0% (LFI).

Quant au secteur tertiaire, on a enregistré une augmentation du PIB relatif au transport de marchandises à 4,6% (LFR) contre 4,1% (LFI). De même, une croissance de 9,9% (LFI) révisée à 10,0% (LFR) dans les BTP avec la tenue des rencontres internationales, et maintien à 5,3% (LFI-LFR) pour les banques ont été constatés.

L'inflation (indice du prix à la consommation : moyenne de période) est à 6,67% et le taux de pression fiscale s'établit à 11,4%.

Bref, une grande partie de l'économie échappe largement à toute fiscalité. Cette situation crée une concurrence déloyale envers les entreprises et mérite d'être explorée.

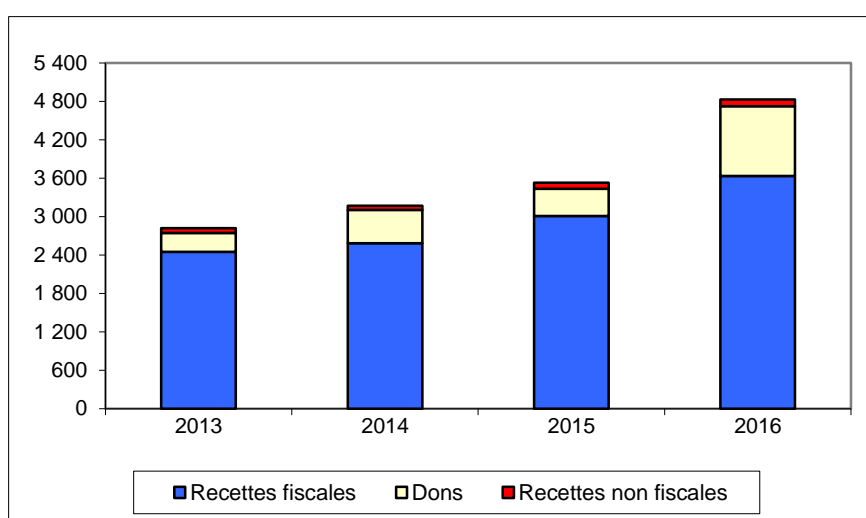
En général, on assiste à une baisse de l'inflation de l'ordre de 7,40% en 2015 à 6,67% en 2016. Le PIB nominal continue sa progression, de 28.584,82 milliards d'Ariary en 2015 il affiche 31.769,18 milliards d'Ariary en 2016. Les recettes fiscales, qui constituent la plus grande partie des recettes publiques, accusent un montant de 3.010,37 milliards d'Ariary en 2015 et 3.635,20 milliards d'Ariary en 2016, soit une progression de 624,83 milliards d'Ariary.

3. Finances publiques

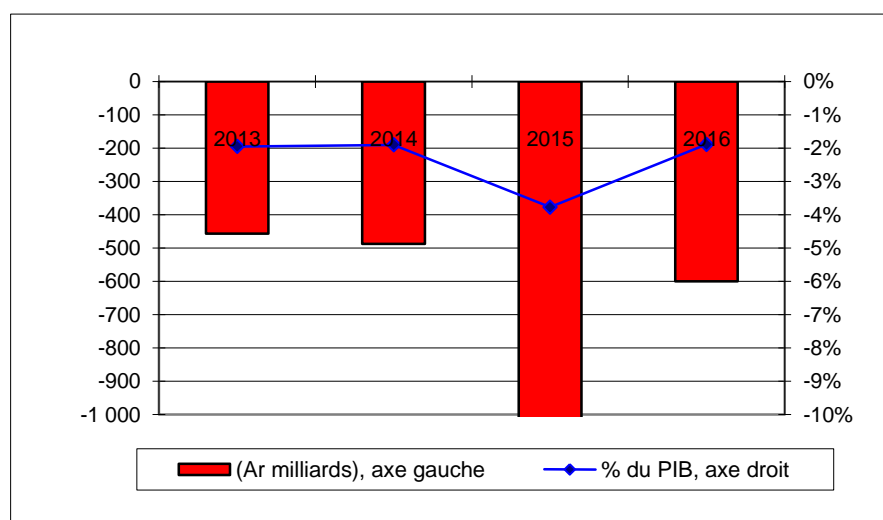
3.1 Situation budgétaire

En ce qui concerne la situation budgétaire, le solde public affiche un déficit de l'ordre de 599,90 milliards d'Ariary pour l'année 2016, contre 1.078,10 milliards d'Ariary en 2015, soit un écart négatif d'un montant de 478,20 milliards d'Ariary. Ce déficit a certainement des effets sur la couverture des dépenses budgétaires par les recettes de même nature et ce, malgré l'accroissement substantiel des recettes fiscales. Ainsi, le taux de couverture des dépenses budgétaires a progressé de 103,96% en 2015 et 111,24% en 2016 (graphique couverture des dépenses budgétaires : recettes en % des dépenses). Par ailleurs, en incluant les éléments extrabudgétaires (en recettes et en dépenses publiques) dans l'analyse, on constate que le déficit public s'est affaibli par rapport à celui de l'année 2015.

Graphique 2 - Recettes publiques (milliards d'Ariary)



Graphique 3 - Solde public



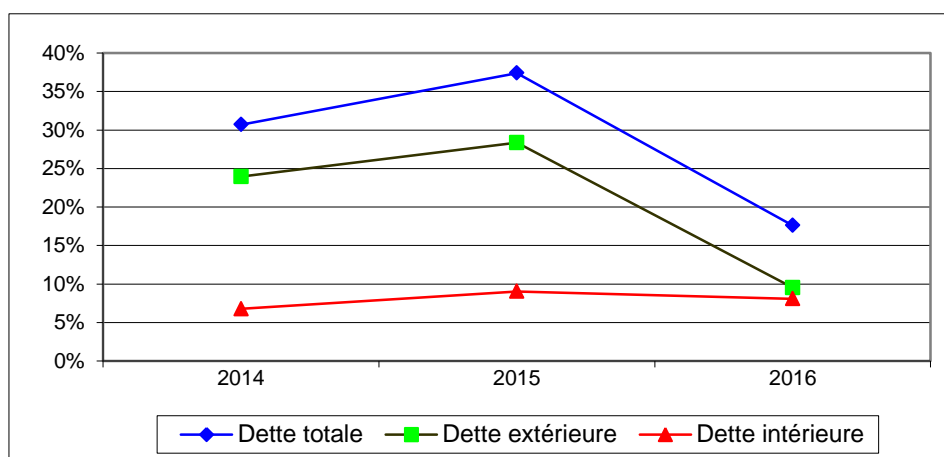
3.2 État de dépendance par rapport aux bailleurs de fonds

En général, les recettes fiscales ont augmenté pour atteindre les 3.635,20 milliards d'Ariary, dont 1.954,21 milliards d'Ariary, sont constituées d'impôts et taxes. Néanmoins, on assiste toujours à une détérioration du solde public qui présente un déficit de 599,9 milliards d'Ariary, soit de 1,89% du PIB nominal. La part de recettes fiscales constitue la majeure partie de recettes publiques, soit 75,19% cette année contre 85,17% en 2015 et 81,41% en 2014. Quant aux dons, ils représentent 22,53% en 2016 en doublant la valeur de l'année 2015 qui était de 12,00%.

3.3 Endettement

Le recours à l'endettement est inévitable pour financer le déficit. Cela signifie toujours que l'ensemble des dépenses publiques dépasse encore largement les recettes budgétaires collectées en vue de leur financement. En effet, l'Etat est obligé de recourir à l'emprunt pour subvenir à son besoin de financement. Aussi, la dette publique extérieure s'élève à 3.025 millions de DTS en 2016 contre 2.526,10 millions de DTS en 2015. La dette publique intérieure est de 2.570,00 milliards d'Ariary en 2016 contre 2.583,40 milliards d'Ariary en 2015.

Graphique 4 - Encours de la dette publique extérieure (en % du PIB)



4. Recettes fiscales

La présente section vise à donner un aperçu sur l'évolution des recettes fiscales ainsi que la répartition entre les recettes de la fiscalité intérieure et celles de la fiscalité extérieure.

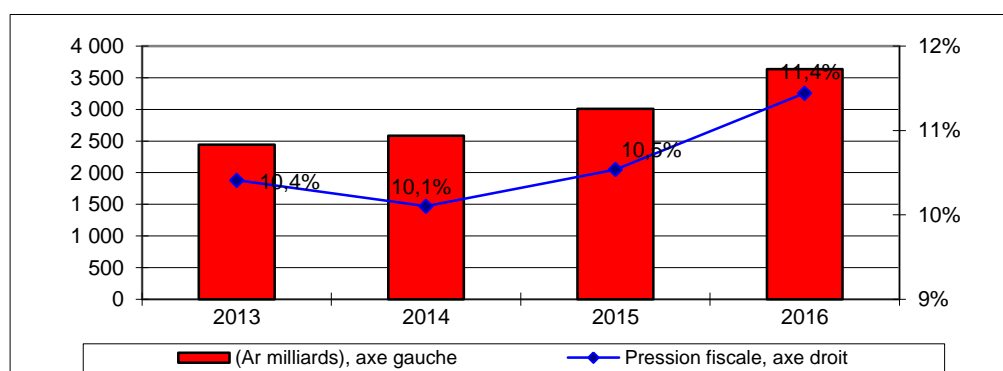
4.1 Pression fiscale

Il convient de mentionner que les recettes fiscales ont augmenté presque au même rythme que le PIB ces dernières années. La recette fiscale 2016 s'établit à Ar 3634,87 milliards. Ce qui correspond à un Taux de Pression Fiscale (TPF) 11,44% contre 10,54% en 2015.

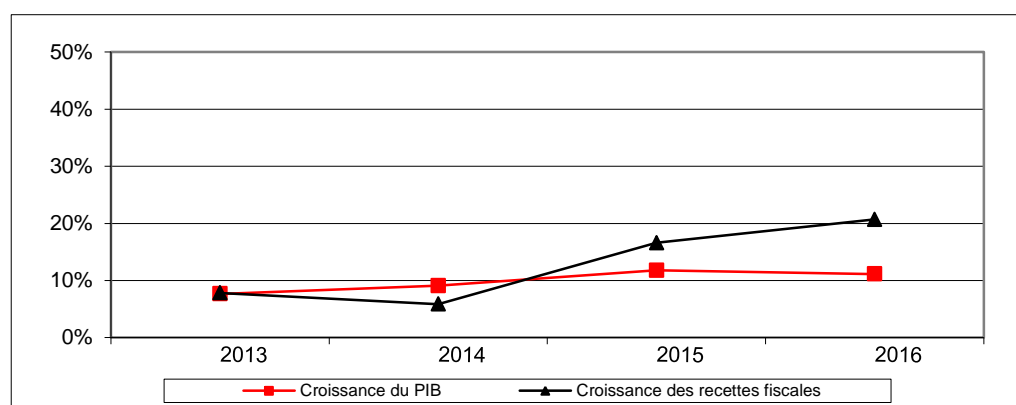
Le TPF s'obtient en faisant le rapport entre prélèvement fiscal et le PIB ; le prélèvement fiscal s'entend recettes fiscales intérieures (DGI) et douanières ou de porte (DGD). Le PIB, quant à lui, représente une mesure de la production nationale totale, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services produits au cours d'une période donnée. Plus précisément, le TPF représente donc le poids de la fiscalité du pays par rapport à la taille de l'économie.

L'augmentation du TPF découle de l'amélioration de la performance fiscale due, entre autres, aux mesures fiscales prises en 2016 par la DGI (élargissement de l'assiette fiscale, la sécurisation des recettes fiscales et l'amélioration du recouvrement fiscal). De la part de la DGD, des mesures concernant les codes et tarifs des douanes ont été adoptées à savoir le renforcement des dispositions permettant à l'Administration de bien mener ses actions : recherche et constatation des infractions, recouvrement des créances de l'Etat (Sydonia World) ; l'automatisation et systématisation du suivi et consolidation des procédures dissuasives....

Graphique 5– Recettes fiscales et taux de pression fiscale



Graphique 6 – Décomposition du taux de pression fiscale : croissance du PIB et croissance des recettes fiscales

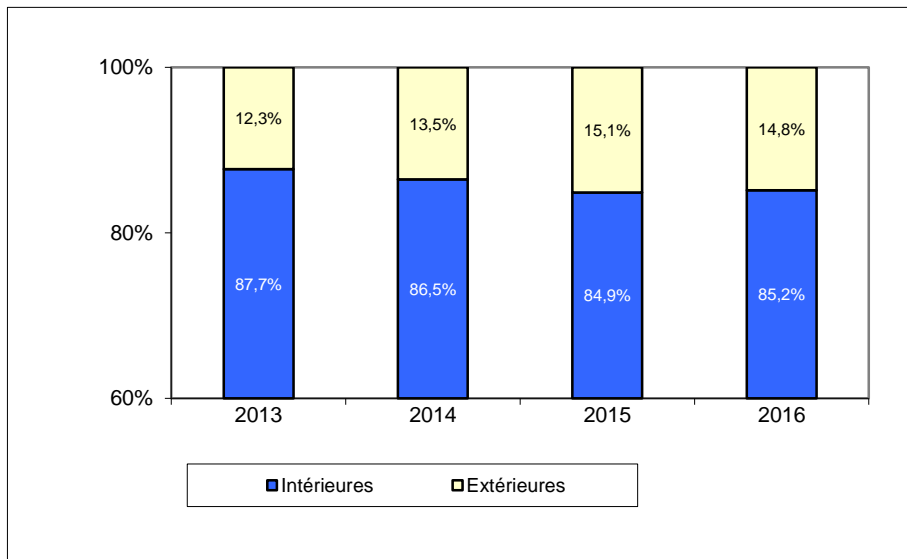


4.2 Recettes fiscales intérieures et de porte

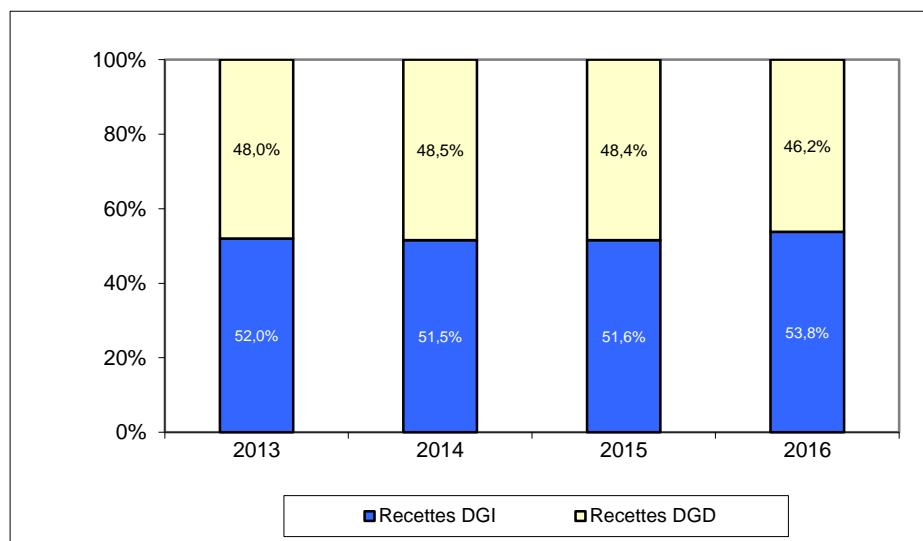
La composition des recettes montre que les ressources fiscales proviennent en grande partie des recettes fiscales intérieures (graphique7). Elles représentent 53,76% des recettes fiscales totales alors que les recettes douanières sont à hauteur de 46,24%

L'ajustement du taux des Droits de Douanes de certaines lignes tarifaires selon la recommandation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), et l'affranchissement de droit de douanes de tous les biens primaires et les biens d'équipement ainsi que l'abaissement de droit de douane APEi jusqu'à 15% pour les biens finaux et 8% pour les biens intermédiaires sont derrière ce résultat.

Graphique 7 – Composition des recettes fiscales



Graphique 8 – Composition des recettes fiscales selon le point de perception



5. Structure fiscale de la DGI

5.1 Structure fiscale de la DGI par type d'impôts

L'étude de la structure fiscale a été faite en fonction des différents types d'impôts tels que :

- Les impôts sur les revenus des particuliers (IRSA, IRCM) ;
- Les impôts sur les bénéfices des sociétés et gains des entreprises (IR, IS) ;
- Les taxes intérieures sur la consommation (TVA, DA, Taxes sur les Contrats d'Assurances) ;
- Les autres impôts et taxes (DE, Droit de timbre).

Il est à noter la primauté des recettes fiscales sur la consommation, tirées de la fiscalité intérieure avec une part de 53,4% par rapport aux autres types d'impôts.

Par contre, la part des impôts sur les bénéfices des sociétés a connu une progression allant de 23,1% en 2015 à 24,3% en 2016. Quant aux autres impôts et taxes, leur part de recettes a augmenté de 1,7% à 2,0%, mais ceux-ci ne constituent qu'une faible proportion dans les recettes.

Graphique 9 - Structure fiscale de la DGI par type d'impôts (%)

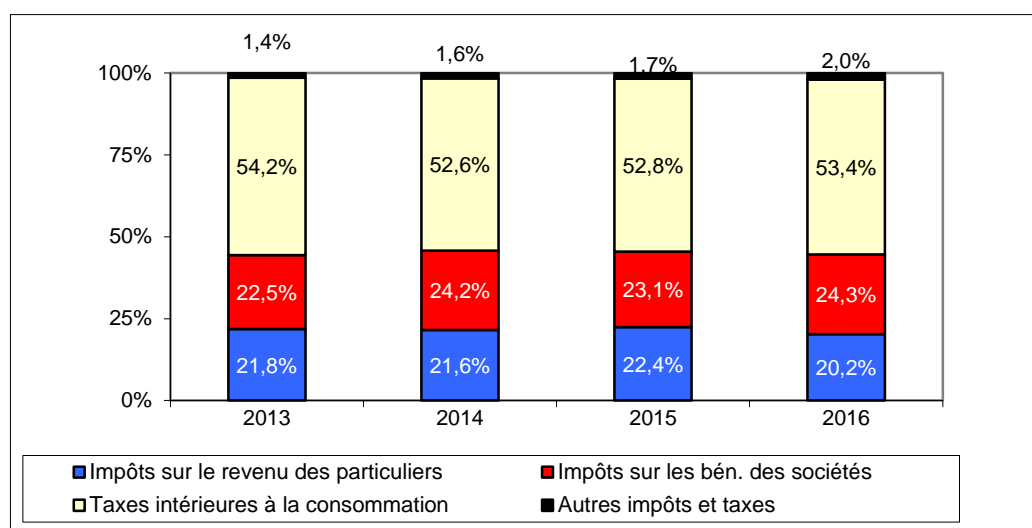


Tableau 1 - Structure des recettes fiscales intérieures, DGI, 2015-16

	2015	2016
Impôts sur le revenu des particuliers	22,4%	20,2%
Impôts sur les bénéfices des sociétés	23,1%	24,3%
Taxes intérieures à la consommation	52,8%	53,4%
Autres impôts et taxes	1,7%	2,0%

La structure fiscale par type d'impôt indique que les taxes intérieures sur la consommation et les impôts sur les bénéfices des sociétés se sont améliorés. Cette progression provient d'une part du démarrage progressif de l'activité économique, et d'autre part résultant de l'effort de l'administration fiscale en matière de contrôle fiscal.

Toutefois, certaines activités économiques réalisées par les particuliers ont subi un ralentissement entraînant une chute de recettes. Les recettes collectées dans cette catégorie représentent 20,2% des recettes fiscales intérieures contre 22,4% en 2015.

5.2 Structure fiscale de la DGI par région de perception

Concernant le taux de perception des impôts des différents centres opérationnels, entre autres DRI Analamanga, a enregistré un taux de 13,59%. Cette faiblesse de la perception des recettes s'observait aussi sur l'ensemble des régions avec un pourcentage de 9,5% incluant (DGT / DGD / Contentieux).

En revanche, le taux de perception des recettes collectées par la DGE s'élève à 77,3%. Cette situation est expliquée par la forte contribution des grandes entreprises gérées par la DGE.

Graphique 10 – Recettes fiscales intérieures(DGI) par région de perception 2016

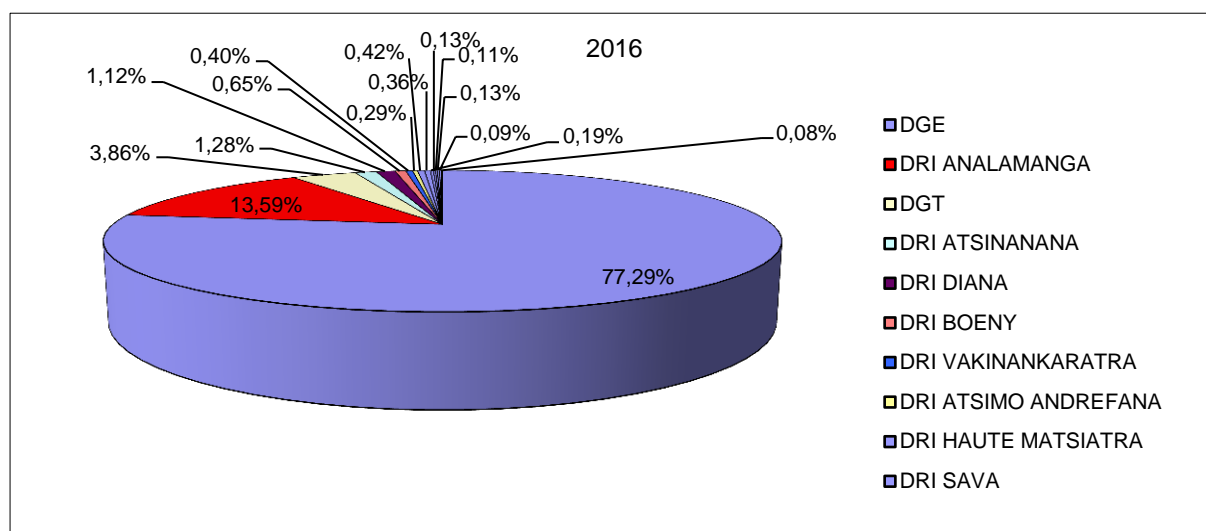


Tableau 2- Évolution de la répartition des recettes de la DGI par région de perception, 2015-16

	2015	2016
DGE	76,94%	77,29%
DRI ANALAMANGA	13,45%	13,59%
DGT	4,07%	3,86%
DRI ATSIANANA	1,68%	1,28%
DRI DIANA	0,94%	1,12%
DRI BOENY	0,72%	0,65%
DRI VAKINANKARATRA	0,44%	0,40%
DRI ATSIMO ANDREFANA	0,41%	0,29%
DRI HAUTE MATSIATRA	0,36%	0,42%
DRI SAVA	0,26%	0,36%
DRI ANOSY	0,16%	0,19%
DRI ALAOTRA MANGORO	0,14%	0,13%
DRI VATOVAVY FITOVINANY	0,13%	0,11%
DRI ITASY	0,11%	0,13%
DRI SOFIA	0,10%	0,09%
DRI MENABE	0,09%	0,08%

5.3 Évolution du nombre des contribuables

Tableau 3- Évolution du nombre de contribuables

Année	2015	2016
Nombre de contribuable	200 460	237 326

Ce tableau montre que le nombre de contribuables actifs ne cessent de s'accroître allant de 200 460 en 2015 à 237 326 en 2016.

6. Concentration des recettes fiscales de la DGI

L'analyse des recettes fiscales montre une concentration importante de recettes au sommet de la structure fiscale de la DGI, et une nette dispersion à sa base. L'objectif de cette rubrique est d'exposer les conséquences d'une telle position.

6.1 Polarisation autour d'un nombre limité de contribuables

Les recettes fiscales collectées par la DGI sont toujours polarisées sur un nombre limité de contribuables. La DGE pourvoit 1510,49 milliards d'Ariary sur les 1954,21 milliards d'Ariary soit 77,29% des recettes totales. En fait, la contribution des 50 gros contribuables ont apporté 719,95 milliards d'Ariary soit 36,8% des recettes totales. On observe également que les 5 plus grands contribuables sont tributaires de 378,73 milliards d'Ariary soit 19,4% des recettes fiscales totales. Si l'on se réfère à l'exercice 2015, il est à noter que la concentration tend à diminuer. Cette situation peut s'expliquer d'une part par une chute des revenus déclarés par les gros contribuables, et d'autre part par une tendance à la dispersion vers les moyens et petits contribuables.

Tableau 4 - Impôts collectés auprès des plus importants contribuables, DGI, 2015-16

	2015		2016	
	(Ar milliards)	(%)	(Ar milliards)	(%)
5 plus importants contribuables	345,72	22,3%	378,73	19,4%
10 plus importants contribuables	438,04	28,2%	472,49	24,2%
25 plus importants contribuables	570,59	36,7%	627,25	32,1%
50 plus importants contribuables	657,02	42,3%	719,95	36,8%
Total DGI	1 553,63	100,0%	1 954,21	100,0%

6.2 Concentration fiscale par type d'impôts

Le tableau suivant démontre que les 5 principaux impôts génèrent 96,1% de recettes totales.

Tableau 5- Recettes des 5 principaux impôts perçus par la DGI, 2016

	DGI			DGE		
	(Ar milliards)	(%)	(% cum.)	(Ar milliards)	(%)	(% cum.)
TVA-intérieure	693,15	35,5%	35,5%	585,36	38,8%	38,8%
IR	453,43	23,2%	58,7%	359,49	23,8%	62,6%
IRSA	350,82	18,0%	76,6%	184,41	12,2%	74,8%
DA-intérieur	342,94	17,5%	94,2%	331,27	21,9%	96,7%

IRCM	38,25	2,0%	96,1%	37,46	2,5%	99,2%
Total	1 954,21	100,0%	100,0%	1 510,49	100,0%	100,0%

La TVA intérieure représente une part de 35,5% de rentrées fiscales de la DGI, soit 693,15 milliards d'Ariary dont 38,8% sont recouvrées par la DGE, équivalent à Ar 586,36 milliards. L'IR occupe la deuxième position sur les cinq principaux types d'impôts perçus par la DGI. Ses recettes couvrent les 23,2% des recettes de la DGI, soit Ar 453,43 milliards. Pour la DGE, sa contribution à hauteur de 62,6%, se chiffre à 359,49 milliards d'Ariary.

Quant à l'IRSA, il se trouve à la troisième place du classement en offrant Ar 350,82 milliards. Ceci correspondent à 18,0% des recettes de la DGI dont Ar 184,41 milliards proviennent de la DGE (12,2% de sa réalisation). Ce type d'impôt mérite d'être suivi de près.

Concernant le DA-intérieur, il détient la quatrième place avec des rentrées fiscales respectives de Ar 342,94 milliards pour la DGI, soit 17,5% et de Ar 331,27 milliards pour la DGE, soit 21,9%.

Enfin, l'IRCM rapporte près de 2% de recettes totales de la DGI soit Ar 38,25 milliards représentant 2,5% de rentrées fiscales de la DGE (Ar 37,46 milliards).

Par ailleurs il est à souligner que l'IS constitué par un nombre important de contribuable ne figure pas parmi les principaux impôts générant une part importante de recettes.

6.3 Dispersion fiscale

La dispersion fiscale analyse les recettes des impôts et taxes dont les proportions par rapport aux recettes totales sont minimes.

Dans cette analyse, on va présenter les recettes des 8 moins importants impôts, à savoir l'IS, l'IPVI, DAMTO, DEAS, DAMTG, Taxes sur les contrats d'assurances, Droit de timbres et les « Autres Impôts Budget Général ». La somme de leurs recettes affiche 3,8% seulement des recettes totales de la DGI avec un montant de Ar 74,86 milliards alors qu'en 2015 elle était de Ar 56,79 milliards.

L'IS se trouve à la tête du peloton avec Ar 22,39 milliards suivi par le DAMTO Ar 19 milliards puis Droit de timbres de Ar 13,68% milliards. Les assurances tiennent la quatrième position avec Ar 7,75 milliards et la 5^{ème} place revient à l'IPVI avec Ar 5,99 milliards de réalisation.

Finalement, le DEAS se réjouit du 6^{ème} place en apportant une somme de Ar 5,94 milliards.

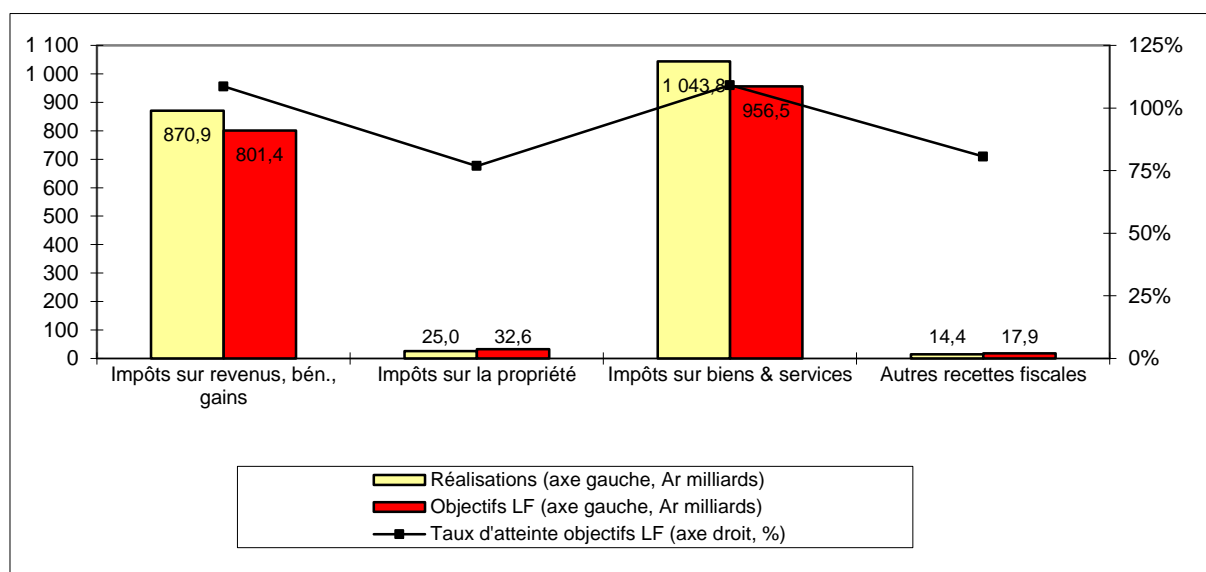
Tableau 6 - Évolution des plus / moins importants impôts perçus par la DGI, 2014-16

	2014	2015	2016
5 plus importants impôts	96,4%	96,3%	96,1%
8 moins importants impôts	3,6%	3,7%	3,8%

7. Résultats DGI pour 2016

7.1 Analyse des résultats annuels

Graphique 11 – Recettes fiscales et objectifs de la LF (DGI 2016)



La totalité des recettes fiscales intérieures s'élève à Ar 1954,21 milliards pour l'année 2016 contre Ar 1553,62 milliards en 2015. Ce résultat est dû à la progression des recettes de tous types d'impôts confondus. Par rapport à la LFI 2016, seule la catégorie d'impôts sur la propriété a enregistré une moins-value de 23,1%. Le taux d'atteinte de l'objectif pour l'année 2016 est de 108,1%.

- Les recettes occasionnées par les impôts sur les revenus (IR), bénéfiques et gains ont connu une croissance de 8,7% par rapport à celles de 2015 pour s'établir à Ar 870,89 milliards. Ces gains se répartissent comme suit : +1,5% pour l'IRSA, +29,5% pour l'IRCM, +74,8% pour l'IPVI et +13,5% pour l'IR.. L'IRBG contribue à hauteur de 44,6% sur les recettes totales de la DGI.

- Quant aux impôts sur les biens et services, elles apportent 9,1% en 2016 contre 27,3% par rapport à l'année précédente. La TVA affiche une hausse de Ar 149,02 milliards par rapport aux recettes de l'année 2015 et une plus-value de Ar 87,62 milliards en 2016. En somme, l'IBS représente 53,4% de recettes totales de la DGI.

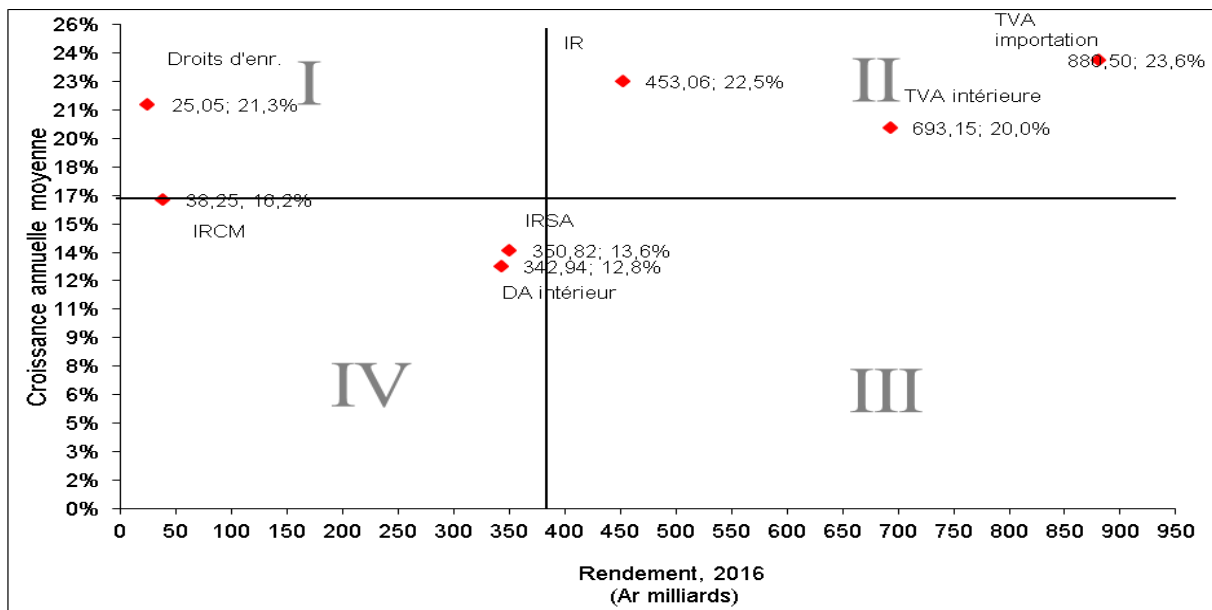
- Pour les autres recettes fiscales intérieures, on constate une très forte augmentation de 377,3% en comparaison avec celles de l'exercice 2015, soit 80,6% de la prévision 2016. Toutefois, elles ne rapportent que Ar 14,43 milliards des recettes totales intérieures, soit 0,7%.

Tableau 7 - Revenus fiscaux intérieurs, DGI

	2015@	2016 (LFI)	2016@	Écart p/r		2016 @ % par rapport au total DGI	Taux d'atteinte de l'objectif 2016(LFI) (%)
				2015@	2016(LFI)		
	(Ar milliards)			(%)			(%)
Impôts sur revenus, bén., gains							
IRSA	315,57	345,61	350,82	11,2%	1,5%	18,0%	101,5%
IS	19,14	23,33	22,39	17,0%	-4,1%	1,1%	95,9%
IRCM	28,04	29,54	38,25	36,4%	29,5%	2,0%	129,5%
IPVI	3,85	3,43	5,99	55,8%	74,8%	0,3%	174,8%
IR	340,14	399,50	453,43	33,3%	13,5%	23,2%	113,5%
	706,74	801,42	870,89	23,2%	8,7%	44,6%	108,7%
Impôts sur la propriété							
Droits d'enregistrement	24,14	32,59	25,05	3,7%	-23,1%	1,3%	76,9%
	24,14	32,59	25,05	3,8%	-23,1%	1,3%	76,9%
Impôts sur biens & services							
TVA-intérieure	544,13	605,53	693,15	27,4%	14,5%	35,5%	114,5%
DA	268,49	342,74	342,94	27,7%	0,1%	17,5%	100,1%
Assurances	7,11	8,23	7,75	9,1%	-5,8%	0,4%	94,2%
	819,72	956,50	1 043,85	27,3%	9,1%	53,4%	109,1%
Autres recettes fiscales							
Droits de timbre	2,50	17,31	13,68	447,6%	-20,9%	0,7%	79,1%
Autres impôts Budget général	0,52	0,59	0,75	42,5%	25,9%	0,0%	125,9%
	3,02	17,90	14,43	377,3%	-19,4%	0,7%	80,6%
Total DGI	1 553,62	1 808,41	1 954,21	25,8%	8,1%	100,0%	108,1%

8. Performance fiscale comparée

Graphique 12 - Performance des principaux impôts



La performance des principaux impôts est évaluée sur la base de deux aspects fondamentaux d'une part, le rendement en termes de recettes générées et d'autre part, la croissance moyenne annuelle du rendement, en tant qu'indicateur potentiel du rendement futur. Les impôts les plus performants sont ceux qui combinent un fort rendement à une importante croissance du rendement. Ces impôts se situent dans le cadran II du figure 12 : performance des principaux impôts.

La croissance annuelle moyenne de l'ensemble des recettes fiscales de 2015-2016 se chiffre à 16,3% et le rendement moyen des principaux impôts est de 397,68 milliards d'Ariary au cours de la période d'analyse. Quelques impôts ont connu une croissance individuelle nettement supérieure à la moyenne globale, entre autres l'IR, la TVA intérieure, la TVA importation et le droit d'enregistrement. Malgré leur croissance annuelle individuelle très élevée, ce dernier type d'impôt (DE) n'a pas atteint un rendement supérieur à 397,68 milliards d'Ariary, seuil du rendement retenu pour l'analyse. Seuls les trois impôts (IR, TVA intérieure, TVA importation) réunissent les caractéristiques de piliers du système fiscal dans le cas sous-revue. En effet, la croissance annuelle moyenne, 2013-2016 des différents types d'impôts par ordre de mérite sont respectivement la suivante : la TVA-importation (23,6%) ; l'IR (22,5%) ; le DE (21,3%) et la TVA-intérieure (20,0%). En ce qui concerne le rendement de 2016 (en milliards d'Ariary), la TVA-importation est en tête avec 880,50 milliards d'Ariary suivie de la TVA-intérieure (693,15 milliards d'Ariary) en dernier vient l'IR (453,06 milliards d'Ariary).

En ce qui concerne, le DE et l'IRCM, ils ont connu une forte croissance moyenne annuelle, respectivement de 21,3% et de 16,2%, même s'ils ne constituent pas des prélèvements piliers. De même, pour l'IRSA et le DA intérieur avec des rendements inférieurs à la moyenne respectivement de 350,82 milliards d'Ariary et de 342,94 milliards d'Ariary. Ils doivent être considérés comme secondaires et leur évolution mérite quand même d'être suivie de près.

Pour conclure, les types d'impôts se trouvant dans le cadran IV ne présentent ni un rendement significatif, ni un solde potentiel de croissance. Ceux-ci concernent particulièrement le cas des IRCM, IRSA, et DA intérieur qui affichent une croissance annuelle en deçà du seuil d'analyse.

Les nouvelles mesures fiscales en 2016 ont permis l'élargissement de l'assiette fiscale, sa sécurisation, l'optimisation et accélération du remboursement de crédit de TVA ainsi que des précisions et clarifications sur certaines dispositions. Il convient de distinguer l'impôt sur les revenus de la plus-value de cession des titres sociaux et/ou des droits y afférents ; l'installation obligatoire de caisse enregistreuse auprès de certains contribuables ; l'instauration de l'obligation pour les institutions financières et établissement de crédit de déclarer le registre des comptes ouverts par les particuliers et sociétés auprès de leurs établissements. Il en est également pour une meilleure transparence sur l'ouverture d'un compte spécial auprès de la Banque Centrale de Madagascar ou du Trésor Public, les clarifications à la notion d'établissement stable, sur la base taxable à la TVA sur les exploitants de jeux, et la déductibilité de la TVA sur achats locaux de produits pétroliers par les sociétés de transformation et de distribution de produits pétroliers.

Quant à l'élasticité fiscale, force est de constater que les indicateurs de performance de la DGI pour l'année 2016 révèlent que les principaux impôts prélevés affichent une élasticité nettement supérieure à la valeur unitaire. Ceci permet de confirmer que les prélèvements croissent à un rythme supérieur à celui de la croissance économique. Les actions mises en œuvre dans le cadre de stratégie de modernisation des perceptions sont derrière ce résultat.

L'analyse confirme que la TVA est le pilier central de la politique fiscale en termes de recettes générées et mérite d'être sécurisée aux fins de son optimisation. En tout cas, l'ajout de nouvelles mesures (exonération, taux réduit...) quoique tentant, du point de vue politique, ne peut que rendre plus complexe la gestion de la taxe, introduire des distorsions économiques vis-à-vis des opérateurs et diminuer le potentiel de rentabilité de la taxe.

Les perspectives de créer une Unité de Politique Fiscale (UPF) pour la convergence et la cohérence de la vision semblent répondre aux inquiétudes des autorités fiscales et des bailleurs sur la performance fiscale. Avec les orientations actuelles, la politique fiscale repose sur le contrat de performance : une approche innovante pour améliorer les recettes fiscales.

Tableau 8- Indicateurs de performance, DGI

	Élasticité fiscale	
	<i>2015</i>	<i>2016</i>
Impôts sur le revenu des personnes physiques		
IRSA	1,79	1,00
IRCM	1,39	3,27
Impôts des entreprises		
IR	0,99	2,99
IS	0,89	1,52
Taxes intérieure à la consommation		
TVA-intérieure	1,62	2,46
DA	1,13	2,49

Annexe 1 : Résultats DGI ventilés par trimestre

Tableau 9– Recettes fiscales intérieures par trimestre, DGI, 2016

	Trimestre				Cumulatif annuel
	1	2	3	4	
(Ar milliards)					
Impôts sur revenus, bén., gains					
IRSA	80,51	82,39	85,83	102,09	350,82
IS	6,59	10,21	3,49	2,10	22,39
IRCM	6,12	16,23	6,24	9,66	38,25
IPVI	1,70	1,47	1,23	1,60	5,99
IR	69,73	190,65	79,87	113,18	453,43
	164,64	300,95	176,67	228,62	870,89
Impôts sur la propriété					
Droits d'enregistrement	6,62	5,21	6,00	7,21	25,05
	6,62	5,21	6,00	7,21	25,05
Impôts sur biens & services					
TVA-intérieure	158,01	137,76	163,34	234,04	693,15
DA	79,24	79,02	87,36	97,32	342,94
Assurances	1,74	2,46	1,85	1,70	7,75
	238,99	219,25	252,54	333,07	1 043,85
Autres recettes fiscales					
Droits de timbre	3,44	2,78	3,84	3,62	13,68
Divers	0,22	0,20	0,16	0,17	0,75
Autres impôts Budget général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	3,66	2,97	4,00	3,79	14,43
Total DGI	413,91	528,39	439,22	572,69	1 954,21

Annexe 2 : Données fiscales historiques

Tableau 10 – Sommaire historique des recettes fiscales, DGI, 2010-2016 (en milliards d'Ariary)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Impôts sur revenus, bén., gains							
IBS	0,94	0,77	0,60	0,03	0,15	0,11	0,00
IRNS	1,87	1,19	0,33	0,01	0,12	1,03	0,37
IRSA	201,08	259,69	230,86	249,29	260,56	315,57	350,82
IS	13,50	13,92	13,99	14,83	17,32	19,14	22,39
IRCM	37,45	38,94	35,38	25,72	24,09	28,04	38,25
IPVI	1,84	1,63	1,81	1,75	2,41	3,85	5,99
IR	233,61	217,55	229,57	270,73	304,33	339,00	453,06
TFT	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,01	0,00
Taxe d'incorporation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	490,29	533,68	512,57	562,35	608,99	706,74	870,89
Impôts sur la propriété							
Droits d'enregistrement	10,56	15,11	13,65	15,29	18,58	24,14	25,05
TPF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAVS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vignette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	10,56	15,11	13,65	15,29	18,58	24,14	25,05
Impôts sur biens & services							
TVA-intérieure	437,35	457,36	443,82	432,83	456,89	544,13	693,15
TST	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DA	201,04	215,94	234,23	247,93	236,88	268,49	342,94
DA	201,04	215,93	234,23	247,93	236,88	268,49	342,94
Redevance sur produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assurances	4,57	4,79	6,28	6,39	6,54	7,11	7,75
Intérêt sur crédit de droit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	642,96	678,09	684,32	687,15	700,31	819,73	1 043,85
Autres recettes fiscales							
Droits de timbre	3,54	3,67	3,11	2,67	2,62	2,50	13,68
Divers	0,18	0,33	0,28	0,28	0,45	0,52	0,75
Autres impôts Budget général	3,55	6,39	0,46	0,03	0,02	0,00	0,00
	7,26	10,39	3,85	2,99	3,10	3,02	14,43
Total DGI	1 151,08	1 237,27	1 214,40	1 267,77	1 330,97	1 553,63	1 954,21